

non pas selon les méthodes de Radio-Canada mais au moyen de conférences paritaires.

Le Gouvernement prétendra peut-être qu'il est contraire à l'intérêt public de révéler les faits et les chiffres que je désire obtenir. Je sais que cette question peut entraîner certaines difficultés. Je ne suis pas sans me rendre compte, en faisant cette proposition, des nombreuses difficultés auxquelles elle pourrait donner suite; cependant, j'ai la conviction qu'aucune autre méthode ne permettrait au Gouvernement de satisfaire le public. Je suis prêt, avec quelques-uns de mes collègues, à me rencontrer avec le premier ministre et un certain nombre de ses collègues, afin que nous puissions étudier le projet dans tous ses détails et faire un réel effort pour atteindre une solution.

L'autre question que je désire soulever a trait à la situation dans laquelle se trouvent actuellement les agriculteurs canadiens. Je sais, d'après les nouvelles qui me parviennent et pour m'en être rendu compte moi-même, que l'agriculture canadienne est actuellement dans un piètre état. Comment le cultivateur du Nouveau-Brunswick pourra-t-il vivre s'il ne vend ses pommes de terre que 50c. le baril, alors que les frais de production atteignent presque un dollar? On accorde de l'aide—et avec raison—aux producteurs de blé et aux producteurs de pommes. Mais que fait-on pour aider le cultivateur du Nouveau-Brunswick? Le Canada compte près d'un million de cultivateurs. A peu près la moitié de notre population dépend directement ou indirectement de l'agriculture pour sa subsistance. Depuis longtemps les prix des denrées agricoles ne sont ni équitables ni raisonnables. Au lieu d'améliorer son sort, comme la plupart le prévoient—je confesse que j'étais de ceux qui espéraient une amélioration—la guerre a de fait accentué sa misère. C'est un lieu commun de dire qu'une population agricole prospère et contente au Canada est la condition de notre bonheur.

Je regrette profondément, et je suis certain que la population agricole du Canada partage mes sentiments, que le discours du trône ne laisse pas même prévoir quelque mesure dans ce sens. Cet état de choses ne saurait durer plus longtemps; j'appellerai l'attention du Gouvernement sur la gravité de la situation en lui demandant de s'en occuper immédiatement. C'est pourquoi j'ai l'intention de proposer un amendement au projet de résolution à l'étude. Je propose donc, appuyé par l'honorable député de Yale (M. Stirling):

Que l'on ajoute à l'Adresse les paragraphes suivants:

Nous désirons exprimer respectueusement à Votre Excellence le regret de cette Chambre que le Gouvernement ait continué de leurrer la popu-

lation du Canada sur l'effort de guerre du pays, créant ainsi un faux sentiment de sécurité, quand un appel direct à l'action est d'une nécessité désespérante.

Et que cette Chambre déplore que malgré le marasme de l'agriculture, aucune mesure efficace n'est proposée pour y remédier, et pour assurer à l'agriculteur canadien un prix juste, équitable et raisonnable de ses produits.

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre): Monsieur l'Orateur, avec le chef de l'opposition (M. Hanson) je désire féliciter l'honorable député (M. Claxton) qui a proposé l'adoption de l'Adresse à Son Excellence en réponse au discours du trône et l'honorable député (M. Jutras) qui l'a appuyé. Je désire également le remercier de l'hommage qu'il a bien voulu rendre aux talents de ces deux honorables députés.

Dès la première séance de cette session du Parlement j'ai souligné le grand avantage pour le Canada de compter une si forte proportion de nouveaux élus ayant consacré beaucoup de temps et de réflexion non seulement aux problèmes proprement canadiens mais aussi aux problèmes internationaux. J'ai insisté sur le fait que le Parlement ne devait pas être seul à s'en réjouir, mais que les honorables membres eux-mêmes y trouveraient grand avantage, et tout particulièrement le Parlement. S'il était nécessaire de démontrer le bien-fondé de cette assertion, je suis convaincu que nous en avons la preuve dans les excellents discours prononcés vendredi dernier.

L'honorable député de Saint-Laurent-Saint-Georges (M. Claxton) arrive au milieu de nous jouissant déjà d'une réputation bien établie. Bon nombre d'entre nous savaient quelles étaient les hautes fonctions qu'il remplissait au Barreau de sa province. Nous savions également tout le temps et toute l'attention qu'il avait consacrés aux problèmes sociaux, industriels et internationaux. C'est ce qui nous faisait prévoir de sa part l'expression d'une pensée murie sur les grands problèmes qui affrontent aujourd'hui le monde et nous étions fondés à nous attendre à des paroles d'homme d'Etat. Nous n'avons pas été déçus. Le discours prononcé vendredi dernier par l'honorable député de Saint-Laurent-Saint-Georges montrait bien que son auteur saisissait l'ampleur des problèmes actuels et qu'il avait analysé à fond les causes auxquelles le monde doit la situation où il se trouve présentement. In indiquait aussi que l'honorable député avait cherché longuement la politique qui s'impose dans la situation actuelle. J'ose dire qu'il était impossible de trouver une meilleure introduction à l'étude des questions qu'il nous faudra aborder au cours de la présente session.

Je crois pouvoir appliquer les mêmes remarques au discours de l'honorable député de Vencher (M. Jutras). Lui, aussi, a présenté